

Document de travail à discuter
à la réunion plénière du CAC le 24 juin

Les associations citoyennes face aux projets d'Emmanuel Macron

Le programme de travail (feuille de route) fixé par le Président de la République au gouvernement soulève pour les associations citoyennes une série de questions. **Sans méconnaître l'enthousiasme et la volonté d'améliorer les choses des députés nouvellement élus, nous avons le devoir d'analyser lucidement les projets qui sont mis sur la table** et de jouer notre rôle d'alerte et de mise en commun de réflexion.

Ce document de travail résulte des nombreux riches commentaires effectués par les membres du Conseil d'administration et du groupe veille politique du CAC sur une première version. Qu'ils soient ici remerciés.

Sommaire

I Une marche forcée vers le néolibéralisme	2
Les fondements du projet d'Emmanuel Macron.....	2
<i>Un tsunami qui menace d'emporter les valeurs de la République et les règles de la démocratie</i>	<i>2</i>
<i>Une vaste opération de communication</i>	<i>2</i>
<i>Un renouvellement très relatif</i>	<i>2</i>
<i>Un pas de plus dans la pensée néo-libérale : « tous entrepreneurs »</i>	<i>3</i>
<i>Tous milliardaires !.....</i>	<i>4</i>
Un programme de rupture avec l'État social et les droits, des ouvertures probables sur des questions de société	4
<i>La « libération » du travail</i>	<i>4</i>
<i>L'accentuation de l'ordre libéral européen</i>	<i>5</i>
<i>Le glissement vers un régime autoritaire ?</i>	<i>5</i>
<i>Ne pas sous-estimer la capacité tactique d'Emmanuel Macron</i>	<i>5</i>
<i>Des ouvertures probables sur des questions de société</i>	<i>5</i>
<i>Un président philosophe ?.....</i>	<i>6</i>
<i>La recherche d'un néolibéralisme de seconde génération.</i>	<i>6</i>
II Comment les associations citoyennes peuvent résister et construire dans ce nouveau contexte ?	7
Face à ces perspectives, quel monde voulons-nous ?.....	7
<i>Contribuer à l'émergence des innovations politiques, sociales, culturelles</i>	<i>7</i>
<i>La transition écologique, enjeu majeur, faille du système</i>	<i>7</i>
<i>Articuler les différentes formes de lutte</i>	<i>8</i>
Faire connaître le sens de l'action associative et la contribution des associations à l'innovation sociale....	8
<i>Faire connaître la richesse et le sens des initiatives citoyennes de terrain</i>	<i>8</i>
<i>L'innovation sociale n'est pas dans l'ubérisation mais dans l'invention d'un avenir viable</i>	<i>9</i>
<i>L'intelligence collective et la gouvernance partagée sont préférables au charisme du chef</i>	<i>9</i>
<i>Mener la bataille sur le sens des actions.....</i>	<i>9</i>
Comment s'adapter, résister et construire dans ce nouveau contexte ?	9
<i>Revenir aux fondamentaux</i>	<i>10</i>
<i>Faire une analyse lucide et complète des forces et faiblesses internes du monde associatif.....</i>	<i>10</i>
<i>Retrouver la dimension politique de l'éducation populaire</i>	<i>11</i>
<i>Multiplier les lieux d'entraide, de réflexion et d'action commune</i>	<i>11</i>
<i>Construire des réponses avec les collectivités citoyennes</i>	<i>11</i>
III Conclusion : agir ensemble dans un esprit de rassemblement.....	12

I Une marche forcée vers le néolibéralisme

Les fondements du projet d'Emmanuel Macron

Un tsunami qui menace d'emporter les valeurs de la République et les règles de la démocratie

Nous avons tous sous-estimé l'ampleur du rejet des partis de gouvernement. Les élections législatives ont emporté beaucoup d'élus solidement implantés, et les appareils politiques, vermoulus, se sont écroulés. Ce véritable tsunami risque de remettre en cause un peu plus les valeurs de la République, déjà bien écornées, et des règles de la démocratie dont les hommes politiques de la droite et de la gauche de gouvernement se réclamaient – sans toutefois les mettre en pratique. Beaucoup de nos concitoyens pensent que ces règles ont échoué, car elles n'ont pas été appliquées, ou n'ont empêché ni le chômage, ni la corruption. Ce sentiment s'est accentué en cours de campagne sous l'effet d'une communication « disruptive ».

Une vaste opération de communication

En effet, la fabrication du candidat Macron a d'abord été une opération de communication utilisant toutes les techniques de la publicité. Le soutien de la presse, aux mains des grands groupes, est d'ores et déjà acquis au nouveau gouvernement. Emmanuel Macron lui-même joue son propre rôle – comme au théâtre – variant les registres de langue au gré des auditoires. Comme sous Hollande ou sous Sarkozy (et bien avant) les fausses questions ont remplacé les vrais problèmes, alors que la cohésion sociale réclamerait de vrais et nombreux débats citoyens.

Qu'est-ce que la disruption ?

La disruption a toujours signifié « rompre », « briser en morceaux ». Le mot a été utilisé abusivement en économie pour désigner une innovation radicale. Dans le domaine de la communication, la disruption est une méthode de communication publicitaire qui s'appuie sur une identification des croyances, des normes, des représentations et des règles, et mettre en place une communication qui brise les codes établis avec une idée, puis redéfinit les règles en fonction de nouvelles valeurs¹. Comme l'avait fait Tony Blair en 1997, les thèmes de campagne d'Emmanuel Macron ont été déterminés à partir d'enquêtes d'opinions montrant ce que refusaient les électeurs, ce qui était usé, pour prendre le contre-pied. Malgré son cynisme, cette méthode met le doigt sur les faiblesses internes de la démocratie et ce qui indignent les électeurs. Si cette stratégie a triomphé aussi facilement aujourd'hui, c'est qu'elle s'appuie sur un constat réaliste de l'usure et du rejet. La puissance d'une communication maîtrisée par l'argent fait partie des éléments nouveaux qui n'ont pas été pris en compte par les institutions républicaines.

Avant les élections législatives, cette communication a offert aux électeurs la vision angélique d'un avenir lisse, d'une société dans laquelle disparaîtraient les conflits². Alors qu'en fait, contrairement à cette fiction, il va s'agir maintenant de la remise en cause violente de dispositions légales protectrices et de droits fondamentaux.

Un renouvellement très relatif

L'axe principal de la campagne a été de donner une image de renouvellement³. Celui-ci, affiché pour les députés de base, est effectif au niveau des têtes, mais pas des catégories professionnelles⁴. Au sommet, il

¹ Voir <http://blog.provideup.com/bien-etablir-sa-strategie-creative/>

² La communication d'Emmanuel Macron a également été une communication « lovemark ». Composée de mystère, de sensualité et d'intimité, celle-ci crée une sorte de connivence avec le lecteur. L'objectif d'une publicité « Lovemark » est de brouiller subtilement les pistes d'une réflexion rationnelle pour chercher à orienter les comportements grâce aux affects, grâce à une relation fusionnelle.

³ Ce thème avait déjà été mis en avant par DSK dès 2003, avec le même inspirateur, Benjamin Griveaux, aujourd'hui député. Voir son portrait dans Le Canard Enchaîné du 14 juin 2017, qui le décrit comme « grand prêtre du monde nouveau »

s'agit plutôt d'un renouvellement de façade, avec toujours beaucoup de technocrates qui jouent à saute-mouton entre le privé et public. Pour eux, le progrès consiste à aller plus loin dans le *managérialisme*⁵. Quant aux hommes de l'ombre, les dirigeants des médias et des grandes entreprises qui ont amené Macron au pouvoir, qui l'ont financé et aidé par leurs conseils, il ne s'agit pas de néophytes et ils ne sont pas nouveaux.

Pacôme Rupin, député de Paris, député *start-upper*

Pacôme Rupin, 32 ans, a été élu député du 4^{ème} arrondissement. Un homme neuf : école de commerce, entrepreneur social dans le groupe SOS, puis dans l'écosystème start-up dans la pépinière 27 du 11^{ème} arrondissement. Quel est son programme ? « *J'ai énormément d'énergie ce matin. J'aime bien les brasseries pour le lien social, le café, etc. J'ai toujours pris le métro je n'aurais pas de chauffeur parce que c'est de l'argent public et chaque euro doit être utilisé au maximum pour l'intérêt du citoyen. Je sens de plus en plus la mesure du rôle que je vais pouvoir jouer* ». Effectivement, tout un programme ([voir le lien](#))⁶

Un pas de plus dans la pensée néo-libérale : « tous entrepreneurs »

Le discours développé pendant la campagne puise dans un discours social-libéral qui n'a rien de nouveau, mais n'avait cependant jamais été porté aussi ouvertement au sommet de l'État⁷. On peut la résumer en 7 points :

- **L'individualisme devient la valeur suprême** : « mon objectif, c'est davantage de prise en compte des destins individuels que des destins collectifs », « le véritable enjeu de la politique est de donner à chaque individu la capacité de réaliser son destin et d'exprimer son talent ».

- **Chacun doit prendre des risques** : « Nous allons réconcilier notre pays avec le goût du risque, du droit au chômage pour tous avec la **volonté d'entreprendre**, avec la **volonté de créer**, à tous niveaux ». La société est conçue comme une vaste **start-up** (voir encadré). L'ubérialisation généralisée de la société est présentée comme un modèle qui va libérer la capacité créatrice des individus.

- Cela signifie **la fin des statuts, des protections accordées par la loi** (fin de la protection sociale, affaiblissement du Code du travail, fin des protections accordées à certaines professions réglementées ou catégories protégées (les notaires, mais aussi les personnes handicapées). La retraite doit être calculée en fonction du parcours de chaque individu, quels que soient les aléas de la vie. Toutes les sécurités, toutes les protections sont présentées comme des archaïsmes et des rigidités. La loi 1901, les statuts associatif, coopératif, mutuel en font partie.

- **L'égalité des chances au départ** permet de redonner à chacun le goût du risque afin « que chacun puisse courir à la vitesse qu'il veut, ou même ne pas courir s'il n'a pas envie de courir, mais au moins qu'il puisse partir de la même ligne de départ ».

- **La modernité et l'innovation** sont présentées comme des impératifs majeurs face aux bouleversements du monde et des progrès technologiques jugés de plus en plus rapides, qui vont casser en permanence ce qui existe, même depuis peu, au profit de ce qui est nouveau et forcément plus *moderne*.

- **Chacun peut se réaliser**, ça ne dépend que de lui. C'est une philosophie qui prend **le parti de l'optimisme**. « Nous sommes l'audace qui veut réconcilier, qui veut forcer à l'optimisme volontaire qui est le nôtre et pour changer à jamais le visage de la France ».

- **Le renouvellement et la simplification sont présentés comme des promesses d'amélioration.**

Cependant, rien n'est envisagé pour contraindre l'économie, qu'il s'agisse du réchauffement climatique ou de l'emprise du capitalisme sur la vie des gens. Le pouvoir se contente d'apporter un certain nombre de « bouées de sauvetage » dans les cas les plus dramatiques. En ce sens on peut le qualifier de social libéral⁸.

⁴ Voir Médiapart 16 mai 2017 « [la société civile de Macron, des gens qui vont bien](#) »

<https://www.mediapart.fr/journal/france/160517/la-societe-civile-de-macron-des-gens-qui-vont-bien?onglet=full>

⁵ On peut définir le managérialisme comme « un système de description, d'explication et d'interprétation du monde à partir des catégories de la gestion ». Avec cette idéologie, la réalité n'existe plus, sauf sous forme de ratios, et de chiffres. Voir le livre de Anne et Eric Pezet, [la société managériale](#) (<https://travailemploi.revues.org/5800>), très éclairant sur les conséquences désastreuses de cette dérive.

⁶ http://www.francetvinfo.fr/politique/la-republique-en-marche/dans-les-pas-de-pacome-rupin-nouveau-depute-de-la-7e-circonscription-de-paris_2244775.html

⁷ Voir le dossier très complet de Politis du 25 mai 2017, notamment « Le triomphe de l'idéologie gestionnaire » par Erwan Manac'h et Nadia Swenny

Ce discours, même s'il se veut général, trouve un écho surtout chez les entrepreneurs, les classes supérieures et dans le monde de l'entreprise. Il fait de la France une vaste entreprise qu'il faut mener à la réussite.

Le modèle des start-up

Le 13 avril, Emmanuel Macron est intervenu au sommet des start-up organisée par Challenges. « *L'audace, l'agilité presque animale qui incite à se relever, à faire pivoter un modèle d'affaires, à réinventer son projet initial. La soif d'apprendre, de découvrir et de faire différemment. La France doit devenir la nation des start-up. Il faut passer d'une économie du rattrapage à une économie de la compétence ou l'on donne des chances à chacun, où les talents et mérites peuvent se révéler d'où qu'ils viennent et les accélérations sont des opportunités* ». De fait, ce discours s'adresse à ses pairs. Il concrétise le rêve des jeunes diplômés, qui n'ont pas connu l'échec, de transformer la société à leur image.

Les envolées lyriques en faveur de la start-up ont plus d'écho auprès des étudiants des grandes écoles que des jeunes de banlieue. Mais ce discours passe auprès des classes moyennes car les valeurs de l'individualisme et le désir de s'enrichir marquent profondément l'éducation, les relations sociales, les médias, y compris les réseaux sociaux. Il laisse entendre « qu'il n'y a pas de jeunes condamnés, il y a seulement des jeunes sans projet ». Un miroir aux alouettes qui ne date pas d'aujourd'hui, mais qui marche toujours car il cristallise une sorte d'espoir.

Tous milliardaires !

Ce discours traduit aussi la méconnaissance par les élites bourgeoises de la société réelle dans son immense majorité. En effet, la création d'entreprises suit deux tendances :

- la courbe de *l'ubérisation* des emplois dans les services, et concerne des jeunes dotés d'un faible capital scolaire, qui recourent au statut d'auto-entrepreneurs pour échapper au chômage ;
- l'inclination des hauts diplômés à devenir consultants ou créateur d'entreprises. Le profil type est celui d'hommes jeunes, sortant des grandes écoles et écoles de commerce.

Les premiers deviennent sous-traitants de grandes entreprises, assument les risques inhérents à leur statut ainsi que leur propre protection sociale, dans la plus grande précarité. L'illusion dans ce domaine ne peut pas être durable. Pourtant, Emmanuel Macron envisage de créer des « emplois francs », résurgence des zones franches de la politique de la ville, déclarant que « **les jeunes Français doivent tous avoir envie de devenir milliardaires** »⁹

Un programme de rupture avec l'État social et les droits, des ouvertures probables sur des questions de société

La « libération » du travail

La « libération du travail » traduit en novlangue macronienne la volonté de défaire toutes les protections contre l'exploitation du travail qui avaient été arrachées par des luttes au XIX et du XXe. Cela signifie moins de protections, plus de flexibilité, plus de travail le dimanche. **Le nouvel affaiblissement des syndicats** qui en résulte est applaudi par le patronat. Le gouvernement va également s'attaquer à la remise en cause du système de protection sociale avec l'étatisation de l'assurance-chômage, gérée par les partenaires sociaux, et son financement par l'impôt.

⁸ Cette approche n'est pas nouvelle : elle a été inaugurée dès les années 1980 avec la mise en place de pôles de conversion apportant des soins palliatifs aux grands territoires industriels, notamment du Nord, de la Lorraine. Elle s'est poursuivie depuis avec différents habillages. La carte d'implantation du Front National reproduit fidèlement aujourd'hui la carte de ces zones de reconversion.

⁹ Cette approche n'est pas nouvelle : elle a été inaugurée dès les années 1980 avec la mise en place de pôles de conversion apportant des soins palliatifs aux grands territoires industriels, notamment du Nord, de la Lorraine. Elle s'est poursuivie depuis avec différents habillages. La carte d'implantation du Front National reproduit fidèlement aujourd'hui la carte de ces zones de reconversion.

L'accentuation de l'ordre libéral européen

La **poursuite du plan de rigueur** était déjà inscrite dans les engagements que la France a souscrits auprès de l'union européenne jusqu'en 2019. Cela signifie une pression accrue sur les collectivités et leurs dépenses et subventions et la mise en place à plus grande échelle de partenariats public-privé dans de nouveaux secteurs, notamment l'action sociale, et une nouvelle montée en charge des appels d'offres.

En fait, Emmanuel Macron définit presque entièrement ce que va être sa politique en acceptant d'emblée, comme l'avait fait François Hollande, le traité budgétaire européen et les orientations préconisées par les instances communautaires, qui réclament la poursuite de la rigueur, la remise en cause de travail et de la protection sociale, la signature de TAFTA, CETA, TISA, etc. Les principales mesures mises en avant laissent de côté beaucoup d'enjeux centraux pour notre société.

Le glissement vers un régime autoritaire ?

Emmanuel Macron déclare que pour être efficace, il faut être « le moins possible » à décider. Le Président entend exercer « toutes les prérogatives que lui donne la constitution de la Ve République », y compris celles qui mettent la démocratie parlementaire entre parenthèses. En effet, la feuille de route fixée au gouvernement est plutôt inquiétante pour les libertés et les institutions républicaines :

Le gouvernement va recourir aux ordonnances dès le début de la législature pour faire passer la réforme du code du travail.

L'état d'urgence sera institutionnalisé, la répression et la politique de la peur encore renforcées. Comme par le passé, la peur est entretenue comme un moyen du gouverner. Toutes ces mesures, officiellement destinées à lutter contre le terrorisme, continuent de s'appliquer à la répression de toute contestation militante, qu'il s'agisse du droit à la solidarité envers les réfugiés, des lanceurs d'alerte ou la lutte contre les grands projets inutiles.

L'État libéral se substitue à l'État de droit. Emmanuel Macron entend rompre avec le modèle d'un État républicain garant des droits fondamentaux. Les corps de l'État, qui assuraient cette continuité, sont remis en cause. Les fonctionnaires sont invités à faire allégeance au nouveau pouvoir. Une partie des hauts fonctionnaires seront remplacés, selon la méthode américaine du « Spoil system ».

Le rôle du Parlement sera réduit. La représentation nationale passe de 577 élus à 385 députés, d'où un éloignement des élus des populations et des territoires. Le temps législatif serait réduit à 3 mois par an. Les amendements rejetés en commission n'auront pas le droit d'être présentés à nouveau dans l'hémicycle, il sera impossible de réorienter un projet de loi.

Tout cela signifie un **renforcement du pouvoir personnel** du Président de la République.

Le Président de la République est présenté comme **un homme providentiel**, qui se propose de « changer à jamais le visage de la France ». Ce programme de rupture annoncé pour les prochains mois a des parfums bonapartistes (en 1799, face à la déliquescence des institutions). En 1851, Napoléon III, plébiscité par un référendum, a donné pendant 20 ans un pouvoir sans partage au capitalisme industriel, avec de fortes restrictions des libertés. On n'en n'est pas là, mais il est légitime de s'inquiéter.

Ne pas sous-estimer la capacité tactique d'Emmanuel Macron

Le débat télévisé contre Marine Le Pen a montré qu'Emmanuel Macron est un technocrate qui a accédé au pouvoir politique. Un bon technocrate, qui travaille ses dossiers. On constate déjà, malgré son intention de déléguer, qu'il entend contrôler l'ensemble de l'action gouvernementale.

L'autre force d'Emmanuel Macron, qui lui a permis de gagner, est de savoir écouter les critiques et les positions, d'être pleinement présent à ses interlocuteurs et de réagir très rapidement. Emmanuel Macron écoute pour analyser les positions, prend la mesure de la détermination des parties, crée un rapport de forces, puis négocie en restant inflexible sur l'essentiel. Il s'agit d'une guerre de mouvement, où la rapidité d'exécution est essentielle. Il ne faut pas sous-estimer la capacité tactique d'Emmanuel Macron.

Des ouvertures probables sur des questions de société

Les premiers pas du gouvernement, comme le choix des ministres, illustre bien cette capacité tactique. La presse annonce avec force que les allocations chômage sont relevées au 1^{er} juillet, sans mettre l'accent sur le

pourcentage extrêmement faible de 0,65%, (soit 5 euros pour un chômeur qui touche 800 euros par mois !). On peut s'attendre à des ouvertures sur des questions sociétales, par exemple en matière d'aménagement du territoire, de politique du handicap, d'écologie, qui ne remettent pas en cause l'axe essentiel de la libéralisation. Des initiatives parlementaires sur de tels sujets pourront donner l'impression aux députés qu'ils ont un rôle réel. Le nouveau pouvoir semble plus souple, plus habile, ce qui tranche avec la raideur de Manuel Valls ou les politiques réactionnaires développées par certains élus régionaux.

Ces ouvertures vont séduire une partie des classes moyennes, dès lors que les motifs très partiels d'indignation qu'elles avaient développés contre le système sont satisfaits par des mesures également très partielles, d'autant que chaque mesure s'accompagne d'une intense campagne de communication.

Un président philosophe ?

Emmanuel Macron se targue aussi d'être philosophe. Il se réfère souvent à Paul Ricœur, à Emmanuel Mounier, à Amartya Sen, c'est-à-dire des auteurs dont la pensée est en forte opposition avec ce qui précède. Mais son personnelisme semble être un personnelisme très « aménagé », très « personnel ». Alors que pour Mounier tout est relation et respect de l'autre, on assiste ici à une sanctification de l'entrepreneur individuel dominateur. Emmanuel Macron développe « à la fois » (comme il le dit souvent) l'un et l'autre discours. Cette prise en compte de l'humain ressemble au pâté d'alouette : une brouette de libéralisme, une pincée d'humanisme. Elle permet de tenir un discours à la fois libéral (antisocial) et humaniste. Les postes-clés sont majoritairement attribués à des ministres néolibéraux ou sécuritaires, et quelques ouvertures traduisent l'autre discours, mais avec l'injonction de se soumettre « loyalement » à la logique dominante.

Mais ce double discours est également porteur de contradictions internes qui peuvent conduire à des décisions différentes sur certains sujets de société. Il faut se méfier d'une vision trop manichéenne et ne pas sous-estimer la complexité du personnage.

La recherche d'un néolibéralisme de seconde génération.

A travers toutes les mesures envisagées par Emmanuel Macron, on peut discerner de sa part et de ceux qui le soutiennent la recherche d'un nouveau style, d'une sorte de synthèse dans laquelle les éléments essentiels du capitalisme (accumulation des profits, prééminence de l'entreprise et de l'initiative individuelle dans un cadre de concurrence dure, avec « permis de tuer ») seraient accrus, mais en y incorporant des éléments permettant de le rendre attractif et acceptable pour les nouvelles générations. Alors que le premier néolibéralisme, dans la tradition de Hayek et de la Société du Mont-Pélerin, était ouvertement antidémocratique, on voit se dessiner aujourd'hui dans différents pays **un néolibéralisme de seconde génération** qui se réclame de l'égalité des chances, de l'inclusion et de la responsabilisation de l'individu. Celui-ci entend remplacer les solidarités institutionnalisées de l'État social par une situation dans laquelle les entreprises prendraient en charge une part croissante de la gestion des affaires publiques, prétendant s'occuper de l'intérêt général, moyennant certaines règles de bonne conduite.

Il faut donc s'attendre à **des programmes destinés à « humaniser » la loi d'airain de la compétitivité**, en faveur du monde rural, les personnes handicapées, de « ceux qui ont moins », dès lors que l'essentiel n'est pas remis en cause. Sur ce plan, on peut faire confiance à la souplesse tactique d'Emmanuel Macron. Il reste à pour autant un adepte de l'ordolibéralisme, inflexible sur l'essentiel, tenant une politique qui écrasera y compris ceux qui auront été séduits.

II Comment les associations citoyennes peuvent résister et construire dans ce nouveau contexte ?

Face à ces perspectives, quel monde voulons-nous ?

Face à l'offensive qui s'annonce, il est nécessaire de mener une bataille sémantique, philosophique et anthropologique, que nous devons préparer dès maintenant. En effet, à travers les mots, les forces dominantes, avec leurs moyens de communication, cherchent à imposer une vision du monde. Il faut s'attendre en particulier à une **dévalorisation de l'action associative au profit de l'entrepreneuriat, social ou non, présenté comme la seule forme d'innovation**. La solution n'est pas de réagir de façon défensive à ces attaques, mais de **développer la vision du monde, partagée par des millions de personnes, qui soutient l'action citoyenne**.

Contribuer à l'émergence des innovations politiques, sociales, culturelles

De multiples innovations politiques, sociales, culturelles construisent en permanence de nouveaux rapports sociaux et font grandir une autre vision du monde. Il est essentiel de repérer ces initiatives, locales ou globales, et de contribuer à leur émergence. En effet, il faut défendre les conquêtes sociales et les droits fondamentaux, qui constituent des points d'appui indispensables. Mais il faut savoir aussi nous adapter à la situation qui change pour construire la transformation sociale. Cela nécessite de notre part de gros efforts d'imagination et d'inventivité, ainsi qu'un examen lucide de nos forces et faiblesses. Et cela passe aussi par du tâtonnement, de l'expérimentation et du droit à l'erreur.

La transition écologique, enjeu majeur, faille du système

La question écologique a été remarquablement absente de la campagne des présidentielles et législatives, alors que l'urgence climatique reste une question absolument centrale et vitale pour l'humanité. Bastamag a analysé avec précision les contradictions du programme du candidat¹⁰. La présence de Nicolas Hulot au gouvernement donne le change, et se traduira certainement par quelques initiatives en faveur d'un capitalisme « vert ». Mais on peut être sûr qu'elle ne suffira pas à entraîner la remise en cause de tout le système productiviste, nucléaire, extractiviste. Nous devons donc agir.

Il est essentiel de rappeler que « l'aggravation de la crise climatique et écologique fait courir à brève échéance un risque mortel à l'ensemble de l'humanité et de la planète. L'absence de décisions réelles conduit à un basculement incontrôlable et irréversible, qui peut conduire à la disparition de l'humanité d'ici 2 ou 3 générations. Mais pour rendre la Terre, notre maison commune, habitable par tous ses habitants, on ne peut pas préserver l'environnement sans réduire les inégalités, abandonner la logique de croissance et d'accumulation qui domine aujourd'hui le monde, respecter les droits fondamentaux et la diversité des cultures, restaurer une éthique dans la conduite des affaires publiques et plus de démocratie participative, promouvoir d'autres raisons d'agir et de vivre ensemble. Tout est lié »¹¹.

Pour cela, il faut faire connaître le travail des associations environnementales, qui figurent parmi les plus créatives, les plus innovantes et les plus dynamiques, si en s'appuyant sur des pratiques démocratiques partagées et un retour aux valeurs qui n'ont rien à voir avec le *managérialisme*.

¹⁰ Voir Bastamag 8 mars 2017 - <https://www.bastamag.net/L-ecologie-version-Macron-les-contradictions-permanentes-de-l-ancien-ministre>

¹¹ Les chemins de la transition - <http://www.associations-citoyennes.net/wp-content/uploads/2016/05/Les-chemins-de-la-transition-n%C3%A9cessaires-et-compl%C3%A9mentaires-6p-30-4-16.pdf> - CAC, 12 mai 2016

À noter que les actions environnementales entrent également de plus en plus dans les pratiques des associations sociales. Par exemple, les centres sociaux développent une éducation au manger bio, les régies de quartier organisent la récupération d'encombrants, etc. L'action écologique des associations citoyennes n'est pas limitée aux classes moyennes.

Articuler les différentes formes de lutte

Les actions menées sont le résultat de plusieurs types d'indignations face à une situation injuste et à bien des égards injustifiables. Mais ces indignations sont différentes selon les individus et les groupes sociaux. Qui peuvent être sensible aux inégalités aux atteintes aux droits, au réchauffement climatique, à l'inauthenticité de la vie, à la corruption, etc. L'une des difficultés de la convergence des luttes est qu'il est difficile de tenir ensemble ces différents motifs d'indignation et de les intégrer dans un cadre cohérent, si bien que la plupart des mouvements privilégient un axe, parfois au détriment des autres, en développant une argumentation spécifique.

Certains multiplient les actions porteuses d'alternatives sur le terrain, espérant que la dynamique ainsi créée pourra déstabiliser l'hégémonie du système actuel. D'autres mettent en avant la nécessité de repenser la totalité des processus politiques et économiques. D'autres encore opèrent un changement personnel dans leur mode de vie, de production et de consommation, estimant qu'il convient d'abord de s'émanciper du consumérisme et du chacun pour soi, retrouver la richesse des relations et le sens de l'action collective, et aller vers un bien vivre.

Ces différentes formes de lutte et d'action sont toutes également nécessaires et doivent s'articuler. Il n'y aura de réponse véritable à la crise écologique, sociale, démocratique et culturelle qu'à l'échelle planétaire et à la condition que s'opère une authentique révolution politique, sociale et culturelle, réorientant les objectifs de la production des biens matériels et immatériels, mais aussi les forces humaines de sensibilité, d'intelligence et de désir, autour de principes et valeurs convergents. Mais c'est plus difficile à faire qu'à dire. Les associations citoyennes, par leur diversité, ont pu contribuer à ces rapprochements, ils en ont la responsabilité.

Faire connaître le sens de l'action associative et la contribution des associations à l'innovation sociale

Faire connaître la richesse et le sens des initiatives citoyennes de terrain

L'innovation sociale s'exprime à travers des centaines de milliers d'actions, face à l'aggravation de la situation globale. **La mise en résonance de ces milliers d'initiatives citoyennes locales** que chacun de nous peut observer et auxquelles nous contribuons ou que nous créons constitue **un enjeu majeur**. Cette agrégation progressive doit être organisée et valorisée. Elle permet à chacun(e) de vérifier la pertinence et la légitimité de sa propre démarche. Le fait de savoir que d'autres, beaucoup d'autres, participent à leur manière, de ce même questionnement, de cette même recherche, de ces mêmes valeurs, a **un effet amplificateur et rassurant** sur nos propres modes d'actions.

Cet appui sur les initiatives citoyennes constitue une manière de faire émerger dans le débat public d'autres propositions que celles que les néo-libéraux essaient à chaque instant de récupérer (les entrepreneurs sociaux en sont un exemple). Du fait qu'il se développe du local vers le global ce débat a le pouvoir d'envelopper et de dépasser les tentatives de récupération. C'est ainsi que de très nombreuses initiatives dites d'entrepreneurs sociaux peuvent être intégrées dans le champ de cette proposition d'organisation sociale. Il est nécessaire de **mener la bataille sur l'interprétation** des actions porteuses d'un certain nombre de valeurs, pour montrer de quelle manière elles peuvent être porteuses d'alternatives.

Boltanski et Chiapello ont montré que le capitalisme se nourrit de sa critique, qu'il est capable d'intégrer des éléments qui lui sont étrangers pour devenir plus fort en se transformant. Mais il est possible de subvertir les subvertisseurs. Nous constatons à travers la vie associative que la participation citoyenne peut également se nourrir de l'individualisme pour trouver de nouvelles voies qui conjuguent le « je » et le « nous ».

L'innovation sociale n'est pas dans l'ubérisation mais dans l'invention d'un avenir vivable

Le mouvement des entrepreneurs sociaux a soutenu en force la campagne d'Emmanuel Macron. Jean-Marc Borello, PDG du Groupe SOS, a fait partie dès le départ du staff de campagne. Il faut s'attendre à la reprise par le nouveau gouvernement du discours cher à ce mouvement. Les associations sont présentées comme ringardes, inefficaces, passéistes, face à la figure héroïque de l'entrepreneur individuel, créateur de start-up, innovant par nature, répondant à des objectifs sociaux, sans oublier toutefois d'être lucratif et prédateur (comme l'est M. Borello lui-même). À entendre le discours dominant, on a l'impression que les entrepreneurs sociaux ont le monopole de l'innovation¹².

Mais l'innovation sociale, ce n'est pas l'ubérisation de la société. C'est ce qui est nécessaire pour inventer un avenir vivable à la planète, à l'espèce humaine et à chacun. Trouver des issues aux multiples impasses où nous nous trouvons. Ce n'est pas l'innovation financière qui vise à faire pénétrer de plus en plus le marché dans toutes les sphères de la société et le plus intime de nos vies. **Il est essentiel de montrer que le rôle déterminant des associations citoyennes pour l'innovation sociale**¹³.

L'intelligence collective et la gouvernance partagée sont préférables au charisme du chef

En matière de méthodes de gestion et de conduite des projets, **le modèle managérial proposé consiste à aller vite, décider seul, tuer l'adversaire, croître exponentiellement**. Le modèle associatif est tout différent. Le mot association renvoie au fait de s'associer autour d'un projet collectif avec des **logiques de coopération**. Il s'agit de **construire un projet partagé, cohérent avec les valeurs de l'association**. La participation de tous à sa construction permet de faire émerger une intelligence collective, en partant des questions, des richesses et des savoirs de chacun. Face à la complexité et la multiplicité des problèmes, ces solutions innovantes et porteuses d'avenir ne viendront pas de la réflexion géniale de technocrates, mais de la réflexion collective pour trouver des solutions réellement adaptées à la diversité des situations et aux attentes des habitants.

Mener la bataille sur le sens des actions

Pour se réinventer, le capitalisme emprunte aux initiatives citoyennes, à la philosophie humaniste, mais en les vidant de leur sens profond. Par exemple, la valorisation de l'individu et la conquête de l'autonomie de chaque personne ont été des conquêtes majeures des deux derniers siècles. Emmanuel Macron reprend le terme, mais en valorisant seulement la capacité d'initiative d'un individu performant, rationnel guidé par son intérêt, sans dire que cela ne s'applique qu'à une oligarchie. Il est nécessaire de revenir aux fondamentaux pour expliciter ce qui est évident pour les associations citoyennes, mais non-dit : la valorisation des individus est inséparable de la **prise en compte des interactions des individus entre eux et avec leur environnement**, ce qui impose de favoriser l'épanouissement de tous et non la réussite de quelques-uns. Ce qui induit respect, bienveillance, curiosité et attention aux autres et aux facteurs environnementaux dans lesquels cette somme d'individus - l'humanité donc (et même le vivant) – s'inscrit.

Comment s'adapter, résister et construire dans ce nouveau contexte ?

Face à ces perspectives, les associations citoyennes ont une grande responsabilité car elles peuvent contribuer à ce mouvement, du fait de leur autonomie et de leur pouvoir d'initiatives. Elles **sont contraintes de trouver des moyens de lutte et de rassemblements originaux** face à l'idéologie ultralibérale qui se développe. Cette responsabilité est également celle de tous les citoyens.

¹² Il faut sans doute rappeler que le MOUVES réunit en tout et pour tout 6646 adhérents, mais dispose d'une équipe de 13 permanents, financés notamment par Suez environnement, BNP Paribas, les Caisses d'Épargne, la Caisse des dépôts, l'Union européenne, le ministère de l'économie et des finances, plusieurs Régions, alors qu'il existe 1 300 000 associations sur le terrain, dont 1 100 000 qui n'ont pas de salariés. [Voir le lien - http://mouves.org/les-membres-du-mouves/annuaire-adherents/](http://mouves.org/les-membres-du-mouves/annuaire-adherents/)

¹³ Pour une présentation plus détaillée, [voir la communication](http://www.associations-citoyennes.net/wp-content/uploads/2015/05/01-16-15-Les-associations-citoyennes-au-c%C5%93ur-de-linnovation-sociale-CNAM-interv-DM.pdf) « Les associations citoyennes au cœur de l'innovation sociale », par Didier Minot, à la conférence internationale sur l'innovation sociale organisée par le CNAM les 14 et 15 janvier 2015 - <http://www.associations-citoyennes.net/wp-content/uploads/2015/05/01-16-15-Les-associations-citoyennes-au-c%C5%93ur-de-linnovation-sociale-CNAM-interv-DM.pdf>

Revenir aux fondamentaux

De nombreuses familles d'associations se sont développées depuis 70 ans lorsque de nouveaux droits fondamentaux ont été reconnus. Ceux-ci impliquaient pour les rendre effectifs le développement de politiques publiques, réalisées avec les associations : le tourisme social avec les congés payés en 1936, en 1945 l'éducation populaire, l'action sociale avec la création de la sécurité sociale, la culture, le sport, etc. Les financements publics étant remis en cause, que fait-on ?

Bien évidemment, il faut **continuer à défendre la nécessité de subventions publiques**, notamment pour les actions créatrices de lien social, d'engagement citoyen, de services à la personne, etc. Le CAC a été à la pointe de ce combat depuis trois ans.

Il faut réaffirmer, exemples à l'appui, que les associations citoyennes, par leurs actions, extrêmement diverses, innovantes, contribuent à la construction d'une société plus humaine et au respect des droits fondamentaux. Cette contribution est première par rapport à la création d'emplois ou si de valeur financière. Elle est indispensable à toute société. Mais **parallèlement, les associations doivent opérer un retour réflexif sur elles-mêmes** afin de revenir aux fondamentaux, retrouver leurs racines.

Faire une analyse lucide et complète des forces et faiblesses internes du monde associatif

Les associations citoyennes sont également atteintes dans leurs raisons d'agir rejet du politique, qui touche aussi les formes associatives organisées. De nombreux mouvements récents ne passent pas par une forme associative déclarée pour s'organiser de façon tout à fait démocratique. C'est pourquoi nous devons faire une analyse lucide des forces et faiblesses du monde associatif.

Certaines associations sont aujourd'hui en mauvaise posture, du fait de l'étranglement progressif des subventions publiques. Affaiblies, elles du mal à porter l'espoir d'une société meilleure. Du fait de l'instrumentalisation par les appels d'offres et les appels à projets, elles ont tendance à abandonner le cœur de leur projet pour verser dans la prestation.

Cependant beaucoup d'associations citoyennes, petites et moyennes, travaillent avec peu de moyens pour réaliser un remarquable travail de lien social, de solidarité, d'éducation populaire ou de transition écologique, en faisant largement appel à la participation des membres et au bénévolat.

En revanche, d'autres associations affichent toujours les mêmes valeurs en termes généraux, mais elles se sont institutionnalisées, font du chiffre d'affaires en développant des services à moindre coût, visent le développement de l'activité pour elle-même. Certains cadres ont fortement augmenté leurs salaires et bénéficient d'avantages nombreux. On pense à certaines fédérations d'éducation populaire, à l'industrie du tourisme dit social ou de la formation professionnelle, à certaines structures culturelles.

Il faut également tenir compte des différences entre les associations citoyennes au caractère militant et les associations gestionnaires d'équipements et de salariés. Celles-ci deviennent des prestataires sur fonds publics avec des techniques allant du prix de journée aux conventions pluriannuelles d'objectifs et de moyens (CPOM). Dans le moment actuel, les enjeux n'y sont pas tout à fait les mêmes, spécialement dans le registre des ressources publiques et dans celui du salariat et des métiers¹⁴.

Une analyse lucide et complète du monde associatif réel est nécessaire, sans avoir peur de prêter le flanc à la critique en donnant des armes à nos adversaires, en s'appuyant sur des exemples analysés de près, sans noircir pour autant la situation et en considérant que les retours aux sources sont possibles. Car à défendre tout le monde indistinctement, on ne défend personne, ou seulement les plus gros, dans une démarche corporatiste. L'absence d'analyse renforce la position de ceux qui ne voient dans le monde associatif que privilèges, verbiage et inefficacité.

Nous devons réfléchir collectivement pour favoriser des modes d'organisation économes et autonomes, faire la part des modes d'organisation indispensables, qui doivent être confortés, et ceux qui doivent évoluer. On voit certaines associations redonner une place plus importante au travail bénévole, en renouant avec leurs origines. Bien sûr, les situations sont extrêmement différentes d'une association à l'autre, d'un secteur à l'autre. On ne peut raisonner de la même manière pour des associations sportives qui s'autofinancent à 70 % et pour l'action sociale qui dépend très largement des subventions publiques.

¹⁴ Voir Michel Chauvière Trop de gestion tue le social 2007 <https://lectures.revues.org/597>

Retrouver la dimension politique de l'éducation populaire

Pour développer résolument toutes les nouvelles formes d'intervention citoyenne, il est nécessaire de réhabiliter la dimension politique de l'éducation populaire, non seulement au sein des associations d'éducation populaire, mais aussi de toutes les associations, car **l'action associative est intrinsèquement porteuse d'éducation**. Pour cela, il faut faire prendre conscience aux associations de l'efficacité et de la portée globale de leurs actions de terrain. Cette réflexion est partagée par de nombreux mouvements, y compris des mouvements émergents comme Alternatiba. Certains proposent de travailler à une **"plateforme" commune de réflexion et de mobilisation pour faire force, résister et agir ensemble**.

D'autres insistent sur la nécessité de réfléchir aux méthodes permettant de **donner un recul critique aux citoyens** par rapport aux messages mensongers véhiculés par les médias, les politiciens ou les banques. L'éducation populaire est une posture où chacun est invité à aller à la rencontre des autres, notamment de ceux avec lesquels plus rien n'est pensé ni construit. Chacun se forme ainsi de manière globale et continue.

Multiplier les lieux d'entraide, de réflexion et d'action commune

Il est essentiel de multiplier au niveau local les lieux d'entraide, de réflexion et d'action commune. De même qu'au XIXe siècle les associations ont inventé les Caisses de secours, il faut aujourd'hui inventer de nouvelles formes de lien social, de transition écologique, de solidarité, formes rendues nécessaires par la destruction des solidarités publiques. En 2014, lors de l'annonce du précédent plan de rigueur, **des collectifs locaux se sont constitués dans une vingtaine de villes**, pour s'entraider, réfléchir et agir ensemble. Certains de ces collectifs ont discuté avec les collectivités, où se sont opposés à des décisions inacceptables. Après 2015, la plupart se sont assoupis, mais aujourd'hui le besoin resurgit.

Construire des réponses avec les collectivités citoyennes

De nombreuses collectivités locales et parfois départementales sont attachées aux mêmes valeurs, partagent le même combat que les associations citoyennes. Elles disposent de la légitimité du suffrage universel et sont dotées de compétences de par la loi. Mais elles ne peuvent pas faire ce que les associations réalisent au plus près des habitants. **Des convergences sont possibles**. D'ores et déjà, beaucoup d'associations de collectivités ont développé des relations de confiance et de partenariat avec les associations de leur territoire, reconnaissant le caractère indispensable de leur travail¹⁵ et construisent des réponses communes face aux enjeux de société.

¹⁵ Voir l'état des lieux réalisé en décembre 2016 <http://www.associations-citoyennes.net/wp-content/uploads/2016/12/Situations-et-perspectives-Note-d%C3%A9tape-DM-MAJ-21-12-16.pdf>

III Conclusion : agir ensemble dans un esprit de rassemblement

Compte tenu de la composition de l'Assemblée Nationale, **le gouvernement va avoir les mains libres** pour accélérer la destruction de l'État social. Mais cette marche forcée vers le social-libéralisme ne se fera pas sans résistances ni réaction des organisations syndicales. L'histoire nous enseigne que c'est en opposant les catégories de travailleurs entre elles et en divisant les forces de progrès que de telles réformes peuvent aboutir. **C'est l'ampleur de nos résistances organisées et de nos rassemblements qui permettra peut-être de modifier la trajectoire des réformes.** Tout dépend de notre détermination et de notre capacité à dépasser les clivages au nom des enjeux de société et même de civilisation. Si nous restons passifs, nous sommes sûrs de perdre.

L'issue dépend aussi de notre capacité à nous rassembler, si des mobilisations communes se développent sur une base suffisamment large, en associant les forces syndicales, les mouvements, les autorités morales et intellectuelles, les partis politiques, etc... En particulier, les syndicats ont un rôle déterminant à jouer dans la bataille. Les forces de progrès ne peuvent pas espérer gagner si elles demeurent divisées. Pour cela, **chaque organisation doit reconnaître qu'elle n'est pas seule à détenir la vérité et la force.** Le temps électoral qui s'achève montre que les rapports de force de peuvent être extrêmement volatiles. Chacun doit reconnaître la diversité du mouvement social. **Cette diversité existe déjà au sein du CAC, sur la base de principes communs.** Elle existe encore plus au sein des mouvements associatifs, avec des degrés d'engagement et de réflexion différents par rapport à la dimension politique. Nous allons connaître des temps difficiles. Il est essentiel **d'agir ensemble dans un esprit de rassemblement.**